

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME

ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme, telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Précisez l'intitulé précis de la procédure engagée : – PLU ou carte communale ? – élaboration, révision, modification, mise en compatibilité, etc ?	Révision générale du PLU

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de début de votre PADD ?	13 décembre 2018
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	fin juillet 2019

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	M. Fabrice BOUCHUT, Maire
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Mairie de Larajasse Place de la Mairie 69590 Larajasse tél : 04 78 57 79 88 mail : direction-larajasse@cc-mdl.fr
NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?		
Oui		<i>Si oui, indiquez la date d'approbation du document et précisez si une procédure de révision du SCoT est en cours</i> <i>Si non, indiquez si un projet de SCoT est en cours</i>
		SCoT des Monts du Lyonnais approuvé le 11 octobre 2016 et exécutoire au 13 janvier 2017. Modification en cours pour s'adapter aux évolutions récentes du périmètre.

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?		
Oui		<i>Si oui, précisez sa date d'approbation et s'il a fait l'objet ou non d'une évaluation environnementale</i>
		PLU approuvé le 13 octobre 2011, modifié en août 2013. Pas d'évaluation environnementale. <i>Si votre projet concerne une révision allégée ou une modification de ce document d'urbanisme, précisez quelle est la nature des évolutions et joignez en annexe les documents actuels (plan de zonage et règlement AVANT et APRÈS évolution)</i>

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?		
Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?		1857 habitants (2016)
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?		3 361 ha
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?		
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet		<i>Indiquez les données en surface ou en pourcentage</i> D'après le rapport de présentation du PLU de 2011 : Zones U : 42,7 ha (1,2%) Zones AU : 6,3 ha (0,2%) Zones A : 2762,8 ha (82%) Zones N : 559,4 ha (16,6%)

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?	
Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joignez votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joignez les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)	
Axe n°1 : relatif au développement urbain Orientation n°1.1 : Maitriser la croissance démographique et le développement urbain Orientation n°1.2 : Diversifier l'offre en logements et assurer un parcours résidentiel pour chacun Orientation n°1.3 : Assurer l'animation du village	
Axe n°2 : relatif au développement économique et à l'emploi Orientation n°2.1 : Conserver une agriculture forte Orientation n°2.2 : Conserver une dynamique économique locale Orientation n°2.3 : Assurer l'attractivité touristique	
Axe n°3 : relatif aux patrimoines, à l'environnement et à la biodiversité Orientation n°3.1 : Préserver l'identité locale traduite dans les patrimoines Ces éléments identifiés seront conservés et valorisés. Orientation n°3.2 : Préserver le cadre de vie Orientation n°3.3 : Protéger l'environnement naturel et la biodiversité	

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Annexe à joindre : délibération engageant la procédure

Par exemple :

- de manière générale (élaboration/révision) : perspectives de développement démographique, économique, touristique, d'équipements publics ou autre selon la nature de votre projet
- de manière plus ciblée (élaboration/révision et procédure d'évolution ponctuelle) : ouverture et/ou fermeture à l'urbanisation de certains secteurs, réduction d'une zone agricole, d'une zone naturelle, d'un espace boisé classé ou autre, création d'une UTN, autre (précisez notamment l'objectif de la déclaration de projet ou de la modification) ?

- préserver les espaces naturels et agricoles en priorisant une gestion économe de l'espace
- maîtriser l'urbanisation qui sera recentrée autour des 3 villages en assurant un développement cohérent et durable, respectueux de l'environnement et en accord avec les ambitions TEPCV du territoire (territoire énergie positive croissance verte)
- préserver l'agriculture, tout en permettant le changement de destination des bâtiments anciens agricoles à condition qu'ils présentent un intérêt architectural et patrimonial et qu'ils respectent une distance de réciprocité de 100m par rapport à l'exploitation agricole la plus proche.
- maintenir un taux de croissance acceptable pour la commune qui soit compatible avec les objectifs du SCoT des Monts du Lyonnais. Cette croissance sera adaptée aux capacités de la commune en matière d'équipements et d'infrastructures.
- développer l'emploi local en favorisant les évolutions des activités existantes et l'accueil de nouvelles activités
- favoriser les activités d'accueil touristique, notamment la création de la Maison du Randonneur
- mettre en application les recommandations du plan paysage du SCoT et mettre en valeur, dans la mesure du possible, les sommets, lignes de crêtes et têtes de vallons
- adapter le règlement du PLU aux différentes lois de l'urbanisme, aux prescriptions du SCoT et aux orientations communales.

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?

	Non	Si oui, précisez les caractéristiques de cette UTN en application de l'article R122-8 du code de l'urbanisme (description de la nature du projet et de ses dimensions avec, le cas échéant, la surface de plancher créée)
--	-----	---

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?

	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :	Oui		Par exemple : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, dérogation au titre de l'article L122-2 du code de l'urbanisme dans sa version antérieure au 27 mars 2014 pour les procédures concernées. CDPENAF
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		Non	Par exemple : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement ou pluvial, etc ?

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...

	oui	non	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270	Oui		commune située dans le massif "Massif central"
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ?		Non	

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	<i>oui</i>	<i>non</i>	Le cas échéant, précisez
http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/ Sélection du zonage « Loi Littoral »			
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/	Oui		SDAGE Loire-Bretagne
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	Oui		Communauté de communes des Monts du Lyonnais

<p>3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?</p> <p>Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone</p>

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet	
<p>À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Commune de centralité urbaine • Commune péri-urbaine de première couronne • Commune péri-urbaine éloignée • Pôle de vie au sein d'un espace péri-urbain • Pôle rural ou centre-bourg dans un espace rural • Commune rurale • Autre : (préciser) <p>identifiée comme "village" dans l'armature urbaine du SCoT</p>
4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, préciser :	
<p>Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ?</p> <p>http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</p>	<p>augmentation de la population sur les 10 dernières années (+ 76 habitants entre 2010 et 2015 et +379 habitants entre 1999 et 2015)</p>
<p>Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ?</p> <p>Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?</p>	<p>Précisez ici (ou en annexe) comment les perspectives démographiques se traduisent en besoin de logements sur votre commune</p> <p>Environ 300 habitants supplémentaires sur les 11 prochaines années pour un total d'environ 140 logements dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - environ 80 logements issus de l'urbanisation de terrains vierges de construction, - 25 logements issus de possibles divisions parcellaires, - 35 logements issus de possible opération de renouvellement urbain. <p>Parmi ces 140 logements, 113 sont situés dans des périmètres d'orientation d'aménagement et de programmation (soit 81% du total).</p>
<p>Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ?</p> <p>http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</p>	<p>83 logements vacants soit 9% du parc de logements (INSEE 2015).</p>
<p>Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ?</p> <p>Indiquez le détail du calcul.</p>	<p>Rétention foncière = pourcentage de l'espace qui a une forte probabilité de ne pas être mis sur le marché</p> <p>Aucun taux de rétention foncière n'a été retenu.</p>
<p>Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?</p>	<p>Le projet comporte 8 zones AU qui correspondent aux secteurs stratégiques de développement identifiés par la commune. Toutes les zones AU sont encadrées par une orientation d'aménagement et de programmation et sont ouvertes à l'urbanisation. Ces zones sont soit dans l'enveloppe urbaine, soit en greffe de celle-ci. Elles correspondent majoritairement au reclassement de zones U en zone AU ou de zone NL, déjà "urbanisées"</p>

4.1 Présentation de votre projet

(présence d'équipements sportifs) ou non.

Village de Larajasse :

- La zone AU de Grand Maison à l'Est du village, existante dans le PLU actuel, est supprimée (1,92 ha de reclassés en zone A).
- La zone AUe/1AUe du Fressin, ouverte à l'urbanisation dans le PLU actuel, représentant 2,45 ha, est nettement réduite. Ainsi 1,24 ha, correspondant à la frange Nord et Ouest de la zone AUe actuelle sont reclassés en zone A. La partie Nord correspondant au cimetière, à son extension (un emplacement réservé était prévu et est maintenu) et au bâtiment des services techniques communaux est reclassée de AUe en U dans le projet de PLU (soit 0,54 ha). La partie UC située au Sud-Ouest de la zone AUe est reclassée en AU dans le projet de PLU (0,42 ha) afin d'avoir un aménagement cohérent sur l'ensemble des terrains non bâtis de ce secteur (OAP du PLU actuel n'encadrerait que la zone AUe/1AUe). On passe globalement à l'échelle du secteur de 3,05 ha de zones UC/AUe à 1,81 ha de zones U/AU.
- Le secteur du Petit Bois, situé entre la route du Petit Bois (RD97) et le chemin du Minet est classé en AU dans le projet de PLU. La partie Nord (2475 m²) est classée en UM au PLU actuel. Elle doit accueillir un projet de logements sociaux portés par la commune et du stationnement dans l'extrême pointe Nord. La partie Sud est classée en NI actuellement. La parcelle la plus au Sud correspond à un cheminement piéton réalisé par la commune qui relie le stade et la salle polyvalente au bourg.
- Le secteur du chemin des Lauriers (Sud du village) est actuellement classé en NI pour le stade de football (7200 m²) et en UC pour les vestiaires (à l'Ouest pour 990 m²) et la caserne de Pompiers (1250 m²). L'ensemble est reclassé en zone AU dans le projet de PLU pour assurer un aménagement cohérent de ces terrains communaux.

Village de l'Aubépin :

- Le secteur des Terres de Derrières (Nord du village) est actuellement classé en UC (9465 m²). Ce secteur sera réduit (-2805 m²) et reclassé en AU afin d'assurer une urbanisation cohérente.
- La futur zone AU des Sagnes (Est du village) correspond au reclassement d'une partie de la zone NI (7200 m²) et à une partie de la zone UC (1370 m²) afin d'avoir une organisation de l'urbanisation cohérente de cette enclave dans le tissu bâti. La commune n'ayant pas de projet de nouveaux équipements dans ce secteur, seul le city stade et l'aire de pique-nique sont maintenus en zone NI. La frange Est est reclassée en zone A (-1755 m²).
- Le secteur du centre correspond au reclassement d'une partie de la zone UC en AU (4245 m²). La frange Est est reclassée en zone A (-1715 m²).
- le secteur du Crêt correspond lui au reclassement de 5910 m² de zone UC en zone AU.

4.1 Présentation de votre projet	
	<p><u>Village de Lamure :</u></p> <p>- Le secteur des Eglantines, classé en AUe/1AUe dans le PLU actuel est maintenu. Seul une parcelle est reclassée en zone A (-800 m²) car elle est occupée par un réservoir d'eau potable dont la source alimente encore une bonne partie du village.</p>
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	302 m ² de foncier consommé/logement.
<p>Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ?</p> <p>Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre.</p>	
<p><i>Précisez, par exemple, le cas échéant et selon l'état d'avancement de votre projet :</i></p> <p>1. <i>les secteurs potentiellement ouverts à l'urbanisation : dents creuses, centre bourg ou centre urbain dense, extension</i></p> <p>L'enveloppe urbaine a été resserrée autour des 3 villages pour ne retenir que les dents creuses et les possibles divisions parcellaires qui ne pouvaient pas être exclues de cette enveloppe.</p> <p>Le projet de la commune est le renforcement des 3 villages en cohérence avec les orientations du SCoT. Celui de Larajasse, du fait de son statut de polarité principale de la commune, accueillera la moitié du potentiel, celui de l'Aubépin environ 1/3 et celui de Lamure 1/5. Des secteurs stratégiques de développement ont été identifiés dans chaque village et seront encadrés par des orientations d'aménagement et de programmation. Cela permettra d'assurer une plus grande cohérence dans l'aménagement de ces secteurs et d'assurer leur intégration dans le tissu bâti et le paysage. 80% du potentiel de logements seront encadrés par les OAP. Ces secteurs doivent par ailleurs permettre la diversification de l'offre en logements en proposant des typologies de type petit collectif, intermédiaire et groupé pour répondre au besoin en logements de petites tailles et à prix et/ou loyer abordable. Certaines OAP (OAP n°1 du chemin des Lauriers à Larajasse, OAP n°4 des Sagnes à l'Aubépin) portent des projets mixant développement de l'offre résidentielle et aménagement d'espaces publics (city stade, aire de pique-nique) et espaces publics (aménagement de carrefour, de stationnements publics, d'espaces verts). L'OAP n°1 se situe sur un terrain déjà aménagé (stade de football communal) et se fera dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain.</p> <p>Ces secteurs d'urbanisation se situent tous dans l'enveloppe bâtie ou en frange de celle-ci dans des secteurs qui étaient soit urbanisables (zone U et AU), soit qui disposaient d'une constructibilité limitée (zone NL), dans le PLU actuel.</p> <p>2. <i>la répartition envisagée entre type de logements : logements individuels, logements semi-collectifs, collectifs</i></p> <p>Mixité des typologies de logements dans les secteurs stratégiques de développement (logements collectifs, intermédiaires et groupés).</p> <p>Environ 50 logements collectifs/intermédiaires, 13 logements intermédiaires/groupés et 50 logements groupés/individuels sur les secteurs d'OAP, soit 113 logements sur 140 potentiels (80% du potentiel).</p> <p>3. <i>des actions envisagées pour diminuer la vacance des logements ou réhabiliter le parc existant</i></p> <p>La diminution des surfaces urbanisables va inciter les propriétaires à réhabiliter le bâti existant. Plusieurs secteurs ont été identifiés comme pouvant être le siège d'opération de renouvellement urbain (l'OAP n°1 du chemin des Lauriers, la partie Nord de l'OAP n°2 du Petit Bois, une parcelle de l'OAP n°5 du Crêt). Par ailleurs, la commune a identifié une trentaine de constructions qui pourront changer de destination en zones agricoles et naturelles, permettant ainsi la préservation du bâti patrimonial et la réutilisation de constructions agricoles n'ayant pas d'usage.</p> <p>4. <i>les phasages envisagés : zones U, 1AU ou 2AU et les conditions d'ouverture à l'urbanisation</i></p> <p>Il n'est prévu aucun phasage dans l'ouverture à l'urbanisation des zones AU, celles-ci correspondant à une volonté de maîtrise de l'aménagement plus qu'à une programmation dans le temps.</p> <p>5. <i>les objectifs de densité</i></p> <p>Objectif de 20 logements/ha minimum dans les secteurs de développement conformément aux orientations du SCoT.</p>	

4.1 Présentation de votre projet

L'OAP n°1 du chemin des Lauriers (Larajasse) propose une densité brute de 23 logements/ha (en incluant la surface de la caserne de Pompiers et des équipements publics). Elle passe à 39 logements/ha sur la partie habitat seule.

L'OAP n°2 de la route du Petit Bois (Larajasse) propose une densité brute de 33 logements/ha (en incluant la surface des stationnements publics, les cheminements doux existants et le glacis végétal à préserver). Elle passe à 90 logements/ha sur les 2 secteurs qui accueilleront de l'habitat.

L'OAP n°3 des Eglantines (Lamure) propose une densité de 15 logements/ha. Etant donné sa position excentrée dans le village, son éloignement du bourg de Larajasse et le tissu urbain alentour, c'est une valeur acceptable.

L'OAP n°4 des Sagnes (l'Aubépin) propose une densité brute de 10 logements/ha (en incluant la surface des stationnements publics, le city stade et l'aire de pique-nique). Elle passe à 17 logements/ha sur la partie habitat seule. Etant donné la topographie très contraignante, c'est une valeur acceptable.

L'OAP n°5 du Crêt (l'Aubépin) propose une densité 21 logements/ha.

L'OAP n°6 du Fressin (Larajasse) propose une densité de 19 logements/ha.

L'OAP n°7 du centre (l'Aubépin) propose une densité de 14 à 19 logements/ha, ce qui est acceptable étant donné la topographie du secteur.

L'OAP n°8 des Terres de derrière (l'Aubépin) propose une densité de 20 logements/ha.

Sur l'ensemble des secteurs de développement, couverts par des OAP, on retient une densité brute moyenne de 20 logements/ha (basée sur les périmètres des OAP) et une densité de 25 logements/ha sur les seules surfaces dédiées à l'habitat.

Le projet de PLU prévoit la mobilisation de 6,69 ha (et 4,26 ha de foncier consommé correspondant aux terrains non urbanisés actuellement) pour 140 logements estimés, soit une densité moyenne globale de 21 logements/ha.

6. la nature des hébergements ou équipements envisagés dans le cadre d'une UTN

Aucun.

4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :

Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	Sans objet.
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	<i>Précisez les dimensions du projet (surfaces concernées, ...)</i> Pas de nouvelle zone d'activité prévue.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : <ul style="list-style-type: none">• quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?• quel est leur taux d'occupation ?	Pas de nouvelle zone d'activité. La zone d'activité communale de Bel Air est conservée (elle est bientôt totalement remplie). Les secteurs Ui du PLU actuel de Bas-Sac et du Moreau seront reclassées en Nh où seule l'évolution des activités existantes sera autorisées.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT: <ul style="list-style-type: none">• quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?• quel est leur taux d'occupation ?	La communauté de commune des Monts du Lyonnais comporte 18 zones d'activités, réparties entre les territoires des anciennes intercommunalités (CC des Hauts du Lyonnais et CC Chamousset en Lyonnais). Sur la partie Nord de la nouvelle CCML, les zones sont occupées à 80%. Sur la partie Sud, qui correspond au bassin de vie et à l'aire d'influence économique de Larajasse, la CCML gère 6 zones d'activités : Za Grange Figeat (Pomeys), Coise, ZA le Plomb (Pomeys/St-Symphorien-sur-Coise), ZAC Croix Chartier (St-Denis-sur-Coise), ZA Les Plaines (St-Martin-en-Haut), ZA Clérimbert - Colombier - Grande Eglise (St-Symphorien-sur-Coise). Ces zones représentent une surface globale de 67,4 ha et le taux de remplissage moyen est de 87%.

4.1 Présentation de votre projet	
	La commune de Larajasse n'est pas concernée par les zones d'activités intercommunales existantes, ni par les projets d'extensions ou de créations de zones.
Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique.	Sans objet.
Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)	
Pas de nouvelle zone d'activité sur la commune dans le projet.	

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Des espaces agricoles ?	Oui		<p><i>Si oui, précisez le type d'agriculture concernée (par exemple : pâturage, maraîchage, verger, céréales, etc.) et indiquez si ces terres font l'objet d'un classement (par exemple SCoT, IGP, AOP, AOC...).</i></p> <p>2 521 ha de surfaces exploitées sur la commune d'après le Registre Parcellaire Générale de 2016 et 1715,64 ha d'après l'enquête agricole de 2018. 68 sièges d'exploitation sur la commune en 2018. Exploitations majoritairement dans l'élevage bovin. Enjeu de maintien des surfaces agricoles. Reclassement de tous les espaces cultivés ou exploités en zone agricole. Le projet de zonage fait état d'environ 2889,5 ha contre 2762,8 ha dans le PLU actuel. La commune est concernée par l'IGP emmental français Est-Central. La majorité des secteurs de développement n'ont pas d'impact sur les terrains exploités par l'activité agricole. Seuls l'OAP n°3 à Lamure et l'OAP n°6 à Larajasse impactent des terrains agricoles.</p> <ul style="list-style-type: none"> OAP n°3 : 0,53 ha de terrains exploités qui correspondent à 3,7% des surfaces exploitées par l'agriculteur sur la commune (le siège n'est pas sur la commune et l'exploitation dispose d'autres surfaces sur les communes voisines). La pérennité de l'exploitation n'est pas remise en cause. OAP n°6 : 0,66 ha de terrains exploités par 2 agriculteurs. 0,24 ha sur 57 ha total pour l'un (soit 0,4% des surfaces de l'exploitation). 0,42 ha pour le second sur 15,5 ha sur la commune (soit 2,7% des surfaces exploitées par l'agriculteur sur la commune (le siège n'est pas sur la commune et l'exploitation dispose d'autres surfaces sur les communes voisines). Dans les 2 cas la pérennité des exploitations n'est pas remise en cause. <p>Globalement l'impact sur l'activité agricole sera très</p>

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers			
			<p>limité.</p> <p><i>Si votre (vos) commune(s) a (ont) fait l'objet d'un diagnostic agricole, joignez-le en annexe</i></p>
Des espaces boisés ?	Oui		<p><i>Si oui, précisez le type d'espace concerné (forêt domaniale, forêts exploitées, forêt de protection, ... ?)</i></p> <p>Globalement, peu de boisements sur la commune, concentrés sur les crêts et dans les vallons. Présence de bosquets dans l'espace agricole. Enjeu de protection.</p> <p>Classement en zone N inconstructible (ou ces secteurs) des espaces boisés.</p> <p>Le projet de zonage fait état d'environ 419,5 ha de zones naturelles contre 559,4 ha dans le PLU actuel. La différence s'explique par le reclassement des zones N cultivées en zone A, notamment dans les secteurs inconstructibles Aco et Azh correspondant aux secteurs à protéger pour leur sensibilité environnementale, classés en N par le passé.</p> <p>Les alignements d'arbres encadrant l'allée qui mène au château de la Fay seront classés en espaces boisés classés (environ 4300 m²).</p>
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?			<p><i>Précisez les protections appliquées à ces secteurs (ex : zone A ou N où la constructibilité est encadrée, EBC, mise en œuvre de l'article L151-23 ou de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, ...)</i></p>
Complétez si nécessaire			

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Une zone <u>Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC)</u> à proximité ?</p> <p>http://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		Non	<p><i>Expliquez, par exemple en annexe, si votre projet peut avoir des incidences sur ces sites Natura 2000 ou non et pourquoi. Si vous avez déjà réalisé une évaluation d'incidences Natura 2000, joignez-la en annexe.</i></p>
Un parc naturel national ou régional ?		Non	
Une réserve naturelle nationale ?		Non	
Un espace naturel sensible ?	Oui		<p>ENS n°50 : « Vallon de la Platte », couvrant 26 ha sur la commune.</p> <p>=> ce secteur est classé en secteurs Aco et Azh inconstructibles.</p>

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ?</p> <p>http://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>	Oui		<p><u>4 ZNIEFF de type I :</u></p> <p>« Bocage et paysages agricoles du Marcenod et Saint-Christo-en-Forez » 74 ha sur la commune.</p> <p>« Partie Haute du ruisseau de la Coise » 64 ha sur la commune.</p> <p>« Ruisseau du Rosson » 24 ha sur la commune.</p> <p>« Ruisseau de la Platte et ses abords » 26 ha sur la commune.</p> <p>=> Ces secteurs sont classés en secteurs Aco, Azh, Nco et Nzh inconstructibles.</p>
<p>Un arrêté préfectoral de protection de biotope ?</p> <p>http://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		Non	
<p>Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?</p>	Oui		<p>45 zones humides identifiées dans l'inventaire du CREN mis à jour en 2017 et complété dans le cadre du schéma directeur de gestion des eaux pluviales de la Coise :</p> <p>Majoritairement le long des cours d'eau de la Coise, du Rosson et du Coiset (et de leur affluents).</p> <p>Classement en zones Azh et Nzh inconstructibles.</p>
<p>Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ?</p> <p>https://www.eaurmc.fr/</p> <p>https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html</p> <p>http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html</p>		Non	
Complétez si nécessaire			
<p>Le projet de PLU prend en compte les sensibilités environnementales identifiées.</p> <p>Le maintien de l'enveloppe urbaine permet de limiter fortement les impacts potentiels sur les milieux sensibles.</p>			

4.4 Continuités écologiques			
<p>Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?</p>	Oui		<p><i>Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ?</i></p> <p>Le SCoT des Monts du Lyonnais identifie :</p> <p>2 réservoirs de biodiversité (ZNIEFF de type I</p>

4.4 Continuités écologiques

			<p>"Bocage et paysages agricoles du Marcenod et Saint-Christo-en-Forez" et "Vallon de la Platte").</p> <p>des corridors écologiques le long des cours d'eau de la Coise, du Rosson, du Manipan et du Potensinet.</p> <p>Ces continuités écologiques seront classées en secteurs Aco et Nco inconstructibles.</p>
<p>Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		<p><i>Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles</i></p> <p>Les grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire ;</p> <p>4 réservoirs de biodiversité repérés, correspondant aux ZNIEFF de type I et ENS ;</p> <p>Des espaces perméables liés au milieux aquatiques (Coise, Rosson, Coiset, Potensinet) ;</p> <p>La perméabilité des boisements dans les secteurs boisés.</p>	

4.5 Paysage, patrimoine bâti

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Site classé ou projet de site classé ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		Non	
<p>Site inscrit ou projet de site inscrit ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		Non	
<p>Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?</p>		Non	
<p>Éléments majeurs du patrimoine ?</p> <p>http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/</p>	Oui		<p><i>Exemple : monuments historiques et leurs périmètres de protection, sites archéologiques, patrimoine mondial</i></p> <p>1 monument historique inscrit : Château de la Fay (partiellement inscrit). Le périmètre impacte la partie Sud du village de Larajasse.</p> <p>16 entités archéologiques datant du néolithique final à l'époque moderne.</p> <p>Enjeu fort de préservation de la qualité paysagère, urbaine et patrimoniale de la commune.</p> <p>Le projet prévoit la préservation de l'ensemble du bâti patrimonial. Le règlement prévoit des</p>

4.5 Paysage, patrimoine bâti			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
			prescriptions de nature à préserver les caractéristiques du bâti ancien en toute zone.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?	Oui		Secteur de cône de vue à protéger autour de la RD311 qui concerne la partie Nord de la commune. Plusieurs points de vue à enjeu paysager territorial à protéger : Bel-Air, le Montparet, la Chapelle St-Pierre, la Croix Chazelles, St-Appolinaire. Secteurs majoritairement inconstructibles.
Complétez si nécessaire			
Afin de préserver au maximum le caractère patrimonial de la commune, le patrimoine bâti a été repéré et soumis à des prescriptions pour encadrer son évolution et les séquences ou secteurs paysager les plus emblématiques sont rendus inconstructibles afin de préserver au maximum les paysages.			

4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	Oui		Commune concernée par le captage de Bruneton I, II et III et ses périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée. Commune concernée par le périmètre de protection rapprochée du captage des sources de Grôles. Ces captages ont été déclarés d'utilité publique par arrêtés préfectoraux et constituent des servitudes d'utilité publique. Enjeu de protection dans le PLU. Les périmètres du captage de Bruneton sont classés en zone A. Le périmètre du captage des sources de Grôles est classé en N (inconstructible).
Autres captages prioritaires ?		Non	
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	Oui		Syndicat Intercommunal des Eaux des Monts du Lyonnais et de la Basse Vallée du Gier (SIEMOLY) Eau distribuée à Larajasse provenant des puits implantés au lieu-dit de l'île du Grand Gravier, sur la commune de Grigny (nappe alluviale du Rhône). Ressource bénéficiant de périmètres de protection déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral. Alimentation en eau du SIEMOLY sécurisée par le

4.6 Ressource en eau

			<p>syndicat mixte d'eau potable Rhône Sud et le syndicat mixte d'eau potable Saône-Turdine.</p> <p>La ressource peut largement assurer la hausse de la population pour les 10 prochaines années.</p>
<p>Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ?</p> <p>http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/</p>	Oui		<p>La communauté de commune des Monts du Lyonnais dispose de la compétence assainissement.</p> <p><u>STEP de St-Symphorine-sur-Coise</u> d'une capacité nominale de 18 000 Equivalent-Habitant pour un débit nominal de 4 800 m³/j. Elle reçoit les effluents du village de Larajasse, de la commune de St-Symphorien, du bourg de Pomeys, de la partie Ouest du bourg de St-Martin-d'en-Haut et du village de Coise.</p> <p>Charges entrantes en 2017 : 14 268 EH, soit une capacité restante de 3732 EH. Les hypothèses d'augmentation de la population desservie par le système d'assainissement font état d'environ 155 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Soit une marge restante en 2030 de 3577 EH.</p> <p>Débit entrant moyen en 2017 : 1898 m³/j.</p> <p>STEP mise en service en 1990 conforme en équipement et non conforme en performance.</p> <p><u>STEP de l'Aubépin</u> d'une capacité nominale de 450 Equivalent-Habitant pour un débit nominal de 68 m³/j. Elle reçoit les effluents du village de l'Aubépin.</p> <p>Charges entrantes en 2017 : 117 EH, soit une capacité restante de 333 EH. Les hypothèses d'augmentation de la population desservie par le système d'assainissement font état d'environ 105 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Soit une marge restante en 2030 de 228 EH.</p> <p>Débit entrant moyen en 2017 : 39 m³/j.</p> <p>STEP mise en service en 1979 conforme en équipement et en performance.</p> <p><u>STEP de Lamure</u> d'une capacité nominale de 400 Equivalent-Habitant pour un débit nominal de 102 m³/j. Elle reçoit les effluents du village de Lamure.</p> <p>Charges entrantes en 2017 : 137 EH, soit une capacité restante de 236 EH. Les hypothèses d'augmentation de la population desservie par le système d'assainissement font état d'environ 36 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Soit une marge restante en 2030 de 200 EH.</p> <p>Débit entrant moyen en 2017 : 82 m³/j.</p> <p>STEP mise en service en 1991 conforme en équipement et non conforme en performance.</p>

4.6 Ressource en eau			
			<p><u>STEP de Machizaud</u> d'une capacité nominale de 70 Equivalent-Habitant pour un débit nominal de 11 m3/j. Elle reçoit les effluents du village du hameau de Machizaud.</p> <p>Charges entrantes en 2017 : 27 EH, soit une capacité restante de 43 EH. Aucune augmentation de population dans ce secteur dans le projet de PLU (secteur classé en A).</p> <p>Débit entrant moyen en 2017 : 11 m3/j.</p> <p>STEP mise en service en 2011 conforme en équipement et non conforme en performance.</p>
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire?	Oui		<p>Dans le PLU : gestion des eaux pluviales à la parcelle dans les projets de construction, conformément aux dispositions du nouveau schéma directeur de gestion des eaux pluviales de la Coise.</p>
Complétez si nécessaire			
4.7 Sols et sous-sol			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Sites et sols pollués ou potentiellement pollués :base de données BASOL ?</p> <p>http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php</p>		Non	
<p>Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ?</p> <p>http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=</p>		Non	
<p>Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?</p>		Non	
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Risques ou aléas naturels ?</p>	Oui		<p><i>Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, industriels, technologiques, miniers, cavité...</i></p> <p>Risques naturels : risques inondation, mouvements de terrain, retrait/gonflement des argiles et risque</p>

4.8 Risques et nuisances			
			<p>sismique de niveau 2.</p> <p>Pas de risques industriels.</p> <p>Enjeu de protection des populations.</p> <p>Une étude des aléas liés aux mouvements de terrain est en cours. Le règlement intégrera les dispositions réglementaires pour chaque risque identifié.</p> <p>Les prescriptions du PPRi de la Coise seront rappelées dans le règlement.</p>
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?	Oui		<p>PPRi de la Coise.</p> <p>La zone inondable se limite aux vallons de la Coise et du Potensinet, secteurs peu urbanisés. Les villages de Larajasse, l'Aubépin et Lamure ne sont pas concernés.</p>
Nuisances ?		Non	<i>Exemple :sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	Oui		<p>Commune concernée par 2 infrastructures de transport terrestre bruyantes : les RD311 et RD2, classées en catégorie 4.</p> <p>L'impact sur la commune est très faible du fait de leur localisation, loin des 3 villages. Application de la réglementation en vigueur (code de la construction).</p>
Complétez si nécessaire			

4.9 Air, énergie, climat			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
Y a t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire	Oui		<p><i>Si oui, précisez : gare, réseau de transport en commun, etc...</i></p> <p>Réseau Car du Rhône, à destination des scolaires uniquement : lignes "fréquence" 529 (Coise - Saint-Martin-d'en-Haut), 564B (Sainte-Catherine - Saint-Symphorien-sur-Coise), 572A (Saint-Maurice-sur-Dargoire - Saint-Symphorien-sur-Coise), 572B (Larajasse - Saint-Symphorien-sur-Coise) et 574 (Sainte-Catherine - Saint-Martin-d'en-Haut)</p>
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	Le projet de PLU vise à engager la commune dans la transition énergétique, à densifier et à concentrer le développement urbain ainsi qu'à favoriser le développement de modes de déplacement doux pour réduire les émissions de GES.
<p>Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?</p> <p>Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou</p>	Oui		SRCAE Auvergne Rhône Alpes

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
projet de PCAET) ?			
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	
Complétez si nécessaire			

5. Annexes (rappel)

<p>Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :</p> <p>– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;</p> <p>– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)</p>		
Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	X
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	X
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	X
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	X
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	□
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	X
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	□
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	X

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

Date : 27/05/2019

Lieu : Larajasse

NOM

BOUCHUT

PRENOM

Fabrice

SIGNATURE



ANNEXE 1

Contacts

Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	bureau d'études AUA : Nicolas TERRIER
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	AUA 8 rue Victor Lagrange 69007 Lyon nterrier.aua@orange.fr 04 78 48 76 07